Dominique Breillat
Céline Lageot*

REPÈRES ÉTRANGERS

(1er avril – 30 juin 2026)

Colombie

31 mai et 21 juin 2026. **Élection présidentielle**. Avocat richissime, homme d'affaires, acteur, Abelardo de la Espriella, 47 ans, Défenseurs de la patrie, fait une percée à droite de la droite, avec un style provocateur et un discours sécuritaire s'inspirant du président salvadorien, Nayib Bukele. Héritier du président sortant Gustavo Petro, Iván Cepeda, 63 ans, ex-sénateur, philosophe, défenseur des droits humains, est le grand favori. Pourtant, infirmant tous les pronostics, Abelardo de la Espriella est en tête au premier tour, avec 43,7 % des voix, devant Iván Cepeda, Pacte historique, qui en obtient 40,9 %, et Paloma Valencia, 48 ans, philosophe, avocate, professeure, Centre démocratique, qui en recueille 6,9 %. La participation a été de 57,9 %.

La lutte contre la criminalité est au cœur de la présidentielle. L'ingérence de Donald Trump a été notoire.

Au second tour, Abelardo de la Espriella l'emporte avec 49,7 % des voix contre 48,7 % à Iván Cepeda. La participation a été de 63,6 %.

États-Unis

2 avril 2026. ***Attorney General***. Donald Trump démet de ses fonctions Pamela (Pam) Jo Bondi, 60 ans, ministre de la Justice depuis le 5 février 2025, en raison d'une « frustration croissante face à ses résultats », notamment dans la gestion des dossiers d'enquête à propos de Jeffrey Epstein. Il lui reproche aussi de ne pas avoir suffisamment fait inculper de personnalités qu'il considère comme des ennemis personnels. Todd Blanche, 51 ans, ancien avocat personnel de Donald Trump, la remplace.

29 avril 2026. **Découpage électoral**. Par six voix contre trois (soit les juges conservateurs contre les juges Jackson, Kagan et Sotomayor), la Cour suprême remet en

* Centre d'études et de coopération juridique interdisciplinaire-Université de Poitiers (CECOJI-UP) – EA 7353.

cause le principe du *gerrymandering* en faveur des minorités ethniques, jugeant qu'une carte électorale ne peut être redécoupée sur des critères raciaux pour mieux représenter les Afro-Américains. Désormais, il faudra démontrer une intention délibérée de discriminer pour contester une carte électorale.

26 mai et 23 juin 2026. **Élections de mi-mandat**. Les primaires pour le scrutin de novembre prochain voient émerger une nouvelle génération de candidats de gauche radicale parmi les démocrates.

Le 26 mai, au Texas, le sulfureux procureur général depuis le 5 janvier 2015, Warren Kenneth (Ken) Paxton, 63 ans, bat le sénateur sortant, John Cornyn III, 74 ans, whip de la majorité au Sénat, avocat, lors de la primaire républicaine, ce qui pourrait favoriser la candidature du démocrate James Talarico, 37 ans, instituteur.

Le 23 juin, trois des candidats soutenus par le maire de New York, Zohran Mamdani, remportent des primaires démocrates. À Brooklyn, Brad Lander, ex-directeur financier de New York et fidèle allié du maire, élimine le député sortant, Daniel Goldman, avec trente points d'avance. Dans un district situé entre Brooklyn et le Queens, Claire Valdez bat Antonio Reynoiso, président de l'arrondissement de Brooklyn, adoubé pourtant par la représentante sortante. Enfin, dans le district qui couvre Harlem, Washington Heights et une partie du Bronx, Darializa Avila Chevalier l'emporte face à Adriano Espaillat, président du caucus hispanique du Congrès, figure historique de la représentation dominicaine.

25 et 30 juin 2026. **Migrants**. L'administration Trump multiplie les accords pour envoyer des immigrés dans des pays avec lesquels ils n'ont aucune attache.

Le 25 juin, la Cour suprême, dans des décisions par six voix contre trois (celles des juges Jackson, Kagan et Sotomayor), donne raison à l'administration face à des associations de défense des droits des migrants. Sur deux affaires (*Mullin v. Doe* et *Trump v. Miot*), la Cour suprême confirme que l'administration avait toute latitude pour annuler le « statut temporaire protégé » dont bénéficient trois cent cinquante mille Haïtiens et six mille Syriens. Les ressortissants de treize pays pourraient par ricochet être concernés par cette décision. Sur une autre affaire (*Mullin v. Al Otro Lado*), la Cour considère que les autorités pouvaient refuser aux migrants qui ne sont pas présents sur le territoire américain le droit de déposer des demandes d'asile, décision qui concerne plus particulièrement la frontière mexicaine.

Mais, le 30 juin, la Cour inflige, par six voix (Roberts, Sotomayor, Kagan, Barrett, Jackson et Kavanaugh) contre trois (Thomas, Gorsuch et Alito), un revers à Donald Trump, en annulant le décret présidentiel pris dès le 20 janvier 2025 pour limiter la portée du droit du sol. Elle confirme que la Constitution protège le droit à la citoyenneté pour presque tous les enfants nés sur le sol américain, à quelques exceptions près déjà prévues (enfants de diplomates étrangers, par exemple). Le président Roberts rappelle dans la décision que le quatorzième amendement a voulu consacrer une appartenance nationale fondée sur la naissance et non sur le sang. Les auteurs de cet amendement de 1868 ont étendu cette promesse à « toute personne née libre sur ce sol » : « Nous tenons cette promesse aujourd'hui », a-t-il ajouté. Donald Trump a réagi en déclarant : « La Cour suprême a maintenu le droit du sol, ce qui est vraiment mauvais pour notre pays, mais nous pouvons

facilement y remédier au Congrès par la voie législative. »

HONGRIE

12 avril 2026. **Élections législatives**. Péter Magyar et son parti Respect et liberté l'emportent largement, obtenant au total 141 des 199 sièges, soit une majorité des deux tiers. Premier ministre depuis seize ans, Viktor Orbán, à la tête de la coalition entre le Fidesz et le Parti populaire chrétien démocrate (KDNP), n'a que 52 sièges. Notre patrie a 6 sièges.

C'est un échec pour Donald Trump, le vice-président américain s'étant rendu à Budapest le 7 avril.

Élections législatives en Hongrie

Participation	74,78 %		78,94 %	
	Scrutin uninominal		*Proportionnelle nationale*	
Partis	*%*	*sièges*	*%*	*sièges*
Respect et liberté	55,26	96	53,18	45
Fidesz-KDNP	36,72	10 (– 77)	38,61	42 (– 6)
Notre patrie	5,72	0	5,63	6 (=)

Péter Magyar veut rétablir l'État de droit mais reste ambigu à propos du soutien à l'Ukraine. Élu par le Parlement à 140 voix contre 54 et une abstention, il devient Premier ministre le 9 mai, jour de l'Europe.

Le 1er juin, Péter Magyar annonce que la Constitution sera révisée pour destituer le président Tamás Sulyok, en fonction depuis le 5 mars 2024, après qu'il a refusé de démissionner le 31 mai, comme il le lui demandait. Le 11 juin, le président Sulyok demande à la Cour constitutionnelle sa protection contre les tentatives de destitution. Le 19 juin, sept des quinze juges se récusent, laissant la Cour sans le quorum nécessaire pour prendre une décision.

IRAN

Avril-juin 2026. **États-Unis. Israël**. Le 1er avril, Donald Trump promet de renvoyer le pays « à l'âge de pierre » d'ici à « trois semaines ». Tout en n'apportant aucune précision sur les buts et l'issue du conflit, il assure envisager « absolument » de se retirer de l'OTAN et qualifie ses partenaires européens de « lâches ».

Le 7 avril, le président américain annonce une trêve de deux semaines et des négociations sont prévues le 10 avril au Pakistan. Le lendemain, il se dit d'accord pour instaurer un droit de passage dans le détroit d'Ormuz, imaginant créer un « joint-venture » avec l'Iran pour toucher des dividendes.

Le 12 avril, après trois jours de discussions à Islamabad, les délégations américaine – conduite par le vice-président Vance, l'envoyé spécial Steve Witkoff et le gendre de Donald Trump, Jared Kushner – et iranienne – menée notamment par le président du Parlement, Mohammad Bagher Ghalibaf – repartent sans accord, Washington demandant notamment une suspension de l'enrichissement d'uranium pendant vingt ans.

Le 29 avril, Vladimir Poutine met en garde son homologue américain, lors d'un entretien téléphonique, contre les « conséquences dommageables » qu'aurait une reprise des frappes sur l'Iran.

Le 1er mai, le secrétaire à la Défense déclare que le cessez-le-feu en vigueur depuis le 8 avril suspend le délai de soixante jours au-delà duquel l'approbation du Congrès est requise pour poursuivre la guerre.

Le 20 mai, les Gardiens de la révolution menacent d'étendre le conflit « bien au-delà » du Moyen-Orient si les attaques reprennent.

Le 14 juin, un accord intervient entre Washington et Téhéran après cent six jours de guerre, le Qatar ayant joué un rôle d'intermédiaire incontournable. Prélude à une période de soixante jours de négociations portant notamment sur le programme nucléaire iranien, le texte prévoit un « arrêt permanent et immédiat de la guerre sur tous les fronts, y compris au Liban », la libération de 24 milliards de dollars d'avoirs iraniens gelés, la suspension des sanctions sur la vente de pétrole, de produits pétrochimiques et de leurs dérivés. Les États-Unis devront également lever le blocus naval des ports et côtes iraniens.

Le 17 juin, un haut responsable américain laisse fuiter le texte intégral d'un protocole d'accord en quatorze points par lequel les États-Unis font des concessions majeures à l'Iran, signé le soir même par Donald Trump.

Le 26 juin, l'armée américaine annonce avoir frappé des cibles sur le sol iranien en réponse à l'attaque, la veille, d'un cargo qui venait de franchir le détroit d'Ormuz. C'est le premier incident depuis la conclusion du protocole d'accord.

10 juin 2026. **Peine de mort**. Cinq mois après les manifestations et la répression massive, et alors que la guerre a renforcé le régime, le Comité de soutien aux droits de l'homme en Iran fait état de 749 pendaisons. En 2025, 2 159 personnes avaient été exécutées, soit plus du double qu'en 2024.

Liban

Avril-juin 2026. **Israël**. Le 8 avril, un nouveau seuil de violence est franchi depuis la guerre de 2024, les bombardements israéliens faisant au moins trois cent cinquante morts. Benyamin Netanyahou considère que la trêve décrétée par Donald Trump dans le conflit en Iran ne s'applique pas au Liban.

Le 9 avril, le Premier ministre israélien annonce l'ouverture de négociations « directes » avec le Liban – pour la première fois depuis plus de quarante ans – « sur le désarmement du Hezbollah et l'instauration de relations pacifiques entre Israël et le Liban ».

Le 16 avril, Donald Trump impose un cessez-le-feu, juste après qu'Israël s'est emparé de Bint Jbeil, bastion du Hezbollah.

Le 15 juin, après quatre rounds de négociation, le sud du Liban connaît de nouvelles frappes.

Le 26 juin, Israël, le Liban et les États-Unis signent un accord-cadre à Washington pour ouvrir la voie à « une paix et une sécurité durables ». Rejeté par le Hezbollah, l'accord ne fixe ni retrait israélien clair, ni calendrier.

Le 30 juin, Benyamin Netanyahou vient dans la partie sud du Liban et déclare que l'armée israélienne restera dans la région « tant que la menace [du Hezbollah] n'aura pas disparu ».

Palestine

18 mai et 9 juin 2026. **Gaza**. Six mois après l'accord de cessez-le-feu, la situation

humanitaire reste critique et le processus de paix est dans l'impasse. Les négociations au Caire sont délicates. Israël poursuit ses frappes et la branche armée du Hamas refuse de céder les armes.

Le 18 mai, les Nations unies exigent qu'Israël prenne toutes les mesures possibles pour empêcher des actes de « génocide » à Gaza.

Créé dans le cadre du plan de paix de Donald Trump, le Comité national pour l'administration de Gaza, qui devait remplacer le Hamas, est une coquille vide, Tel-Aviv empêchant ses membres d'entrer au sein de l'enclave.

Dans un rapport publié le 9 juin sous l'égide des Nations unies, une commission d'enquête internationale sur la situation dans les territoires occupés en Israël et en Palestine décrit les abus commis par le Hamas pour « éliminer l'opposition et contrôler Gaza », identifiant deux cent quarante-neuf cas d'exécutions ou de violences physiques sévères.

Pérou

12 avril et 7 juin 2026. **Élection présidentielle**. Pas moins de trente-cinq candidats s'affrontent lors du scrutin. Au premier tour, Keiko Fujimori, 51 ans, fille du dictateur Alberto Fujimori, Force populaire, est en tête avec 17,1 % des voix, devant Roberto Sanchez Palomino, 57 ans, psychologue, Ensemble pour le Pérou, avec 12,0 %. Elle l'emporte de justesse au second tour, obtenant 50,1 % des suffrages contre 49,9 % à Roberto Sanchez Palomino.

Pologne

14 mai 2026. **Mariage pour tous**. Mariés depuis 2018 à Berlin, Jakub Cupriak-Trojan et Mateusz Trojan obtiennent la reconnaissance de leur union. C'est une première car Varsovie refusait jusqu'alors de transcrire les mariages homosexuels contractés à l'étranger, malgré une condamnation par la Cour de justice de l'Union européenne en novembre 2025.

Royaume-Uni

7 mai 2026. **Élections locales**. Ces élections sont un désastre pour le *Labour*, qui perd des centaines d'élus et le contrôle de communes symboliques comme Hartlepool ou Tameside. Elles marquent également l'entrée massive de l'extrême droite dans la plus vieille démocratie européenne.

En Angleterre, les travaillistes obtiennent ainsi 997 sièges mais en perdent 1 496. Reform UK de Nigel Farage progresse très fortement, avec 1 451 sièges, et prend le contrôle de quatorze conseils locaux. Les conservateurs sont en recul, avec 773 élus, devancés par les Libéraux-démocrates et leurs 864 élus. Les Verts progressent fortement, obtenant 515 sièges.

En Écosse, le Parti national écossais obtient 38,2 % des voix et 58 des 129 sièges, contre 19,2 % et 17 élus pour les travaillistes, 15,8 % et 17 élus également pour Reform UK, 11,8 % et 12 élus pour le Parti conservateur, 11,4 % et 10 élus pour les Libéraux-démocrates et 2,3 % et 15 élus pour les Verts. La participation a été de 53,2 %.

Au pays de Galles, le Plaid Cymru est en tête avec 35,4 % des voix et 43 sièges sur 96, suivi de près par Reform UK, avec 29,3 % et 34 élus. Le Parti travailliste n'arrive que troisième avec 11,1 % des suffrages et 9 élus. La participation a été de 51,6 %.

Battue dans sa circonscription, Mair Eluned Morgan, baronne Morgan d'Ely, 59 ans, travailliste, verra Rhun

ap Iorwerth, 53 ans, journaliste, Plaid Cymru, élu par le Parlement gallois pour la remplacer en tant que *First Minister*.

18 et 22 juin 2026. **Premier ministre**. Maire du Grand Manchester, ancien ministre de la Santé, Andrew (Andy) Burnham, 56 ans, est candidat à une élection législative partielle, le 18 juin, à Makerfield, bastion travailliste, à la suite de la démission de Josh Simons, afin de pouvoir briguer la succession de Keir Starmer. Jouant son avenir politique, il l'emporte avec 54 % des voix, loin devant le candidat du parti d'extrême droite Reform UK, qui en obtient 35 %, et celui de Restore Britain, encore plus à droite, qui en recueille 7 %.

Après Theresa May quittant ses fonctions de Première ministre les larmes aux yeux le 24 mai 2019, c'est au tour de Keir Starmer, 63 ans, avocat, au 10 Downing Street depuis le 5 juillet 2024, d'afficher la même émotion le 22 juin. Il restera néanmoins à son poste jusqu'à l'issue de la primaire au sein du *Labour*, qui se tiendra en principe à la mi-juillet.

Le vainqueur de cette primaire deviendra le septième Premier ministre en dix ans, après les conservateurs David Cameron, Theresa May, Boris Johnson, Liz Truss, Rishi Sunak et le travailliste Keir Starmer.

Ukraine

Avril-juin 2026. **Russie**. Au mille cinq centième jour de guerre, Kiev résiste sur tous les fronts, dominant le ciel russe grâce à ses drones. Sa propre défense antiaérienne n'est cependant plus ravitaillée par les États-Unis.

Le 15 avril, J. D. Vance qualifie la fin de l'aide américaine à l'Ukraine de « l'une des plus grandes fiertés » pour l'administration Trump.

Le 15 mai, lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères du Conseil de l'Europe à Chisinau, en Moldavie, trente-six pays conviennent de former un tribunal apte à juger les dirigeants russes pour crime d'agression.

Par des frappes d'une portée de mille kilomètres, des drones et missiles de plus en plus perfectionnés, des sabotages logistiques et des contre-offensives limitées, Kiev expérimente une nouvelle manière de faire la guerre, afin d'épuiser l'armée russe. Les frappes de drones sur des infrastructures, notamment les raffineries, entraînent des pénuries dans les stations-service, affectant le moral de la population russe.

Conséquence de la stratégie ukrainienne visant tout particulièrement la Crimée, les autorités locales russes déclarent l'état d'urgence le 26 juin.

Le 28 juin, Vladimir Poutine concède l'existence de « problèmes » liés aux frappes ukrainiennes. Mais il refuse toute concession dans les négociations en cours.

Union européenne

1er, 12 et 17 juin 2026. **Migrants**. Le 1er juin, un accord intervient entre les eurodéputés et les États européens sur les « centres de retour » à l'étranger.

Le 12 juin entre en vigueur le Pacte européen sur la migration et l'asile, qui vise à refonder la politique migratoire de l'Union.

Le 17 juin, les députés européens approuvent le nouveau système européen pour le retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier. Il sera désormais possible d'acheminer ces migrants vers des « centres de retour » situés dans des pays tiers ayant conclu des accords avec les États membres.